

<https://www.infomigrants.net/fr/post/24898/calais-et-grande-synthe-malgre-le-confinement-les-defenseurs-des-migrants-toujours-harceles>

Actualités



Une distribution de repas organisée rue des Huttes, à Calais, le 6 mars 2018. Crédit : L'Auberge des migrants.

Calais et Grande-Synthe : malgré le confinement, les défenseurs des migrants toujours "harcelés"

Par [La rédaction](#) Publié le : 21/05/2020

Contraventions, gardes à vue, "intimidations" : l'ONG Amnesty International a dénoncé mercredi un "harcèlement" et des "pratiques abusives" à l'encontre des défenseurs des droits des migrants dans le nord de la France durant le confinement.

"À la frontière franco-britannique, les personnes venant en aide aux migrants continuent de faire l'objet d'actes de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités françaises." [Dans un communiqué publié mercredi 20 mai](#), l'ONG Amnesty International alerte sur les "pratiques abusives" des forces de l'ordre envers les membres d'associations en temps de confinement.

Plusieurs défenseurs des droits des migrants du nord de la France affirment en effet avoir été visés ces derniers mois par des contraventions, des gardes à vue et des "intimidations" qui ne reposaient sur aucun bien fondé selon eux.

>> **A (re)lire :** [Calais : des passeurs soupçonnés d'avoir volé les bateaux de sauveteurs en mer](#)

L'organisation Human Rights Observers, active à [Calais](#) et à Grande-Synthe, où, selon les associations, respectivement 800 et 600 personnes exilées vivent toujours dans les campements informels, a recensé "37 contraventions dressées essentiellement au motif du

non-respect des mesures de confinement entre le 17 mars et le 11 mai 2020", peut-on lire dans le communiqué.

"Les bénévoles verbalisés étaient alors en maraude ou présents aux côtés des exilés, des personnes qui ne seraient donc pas 'assez vulnérables' aux yeux des autorités pour faire l'objet d'une dérogation pourtant prévue par l'attestation de circulation", fait valoir l'ONG. "Les autorités françaises ne doivent pas prendre le prétexte des restrictions imposées dans le cadre de la pandémie [pour] entraver l'action des aidants."

"Ennemis de la France"

Lors d'une expulsion d'un camp de migrants menée par la police le 24 avril, quatre militants de l'association Utopia 56 ont été placés en garde à vue "alors qu'ils documentaient" la scène, affirme encore Amnesty.

"Utopia 56 [une des seules associations actives le soir, NDLR] a été visée par une pluie de PV", confirme pour sa part François Guennoc, président de l'association l'Auberge des migrants joint par InfoMigrants. Ce dernier indique que deux équipes de l'association Collective Aid, avec laquelle l'Auberge des migrants collabore depuis l'automne 2019, ont également été verbalisées alors qu'elles se rendaient à Calais, munies d'attestations de déplacement permettant de venir en aide à des personnes en difficulté.

>> À (re)lire : [À Calais, après les mises à l'abri, les retours volontaires à la rue](#)

"Les policiers ont considéré que l'Auberge des migrants n'était pas une organisation professionnelle, ce que nous sommes bel et bien", poursuit François Guennoc, qui dénonce lui aussi des "pratiques discriminatoires envers les associations". "Les officiers de police ont traité les équipes de Collective Aid d'ennemis de la France", surenchérit-il.

Pour le militant, cette situation, qui s'est apaisée ces dernières semaines, témoigne des vives tensions entre forces de l'ordre et associations dans le nord de la France. "Les policiers, en temps normal, n'apprécient ni la présence des bénévoles, ni le fait que nous les filmions pendant les démantèlements de camps de migrants, explique François Guennoc. Les bénévoles sont d'ailleurs mal vus par beaucoup de personnes : la police, la mairie, les habitants. Ils pensent que c'est à cause de nous que les migrants sont là."

Entre mars et avril, les associations ont recensé 192 expulsions à Calais et Grande-Synthe ainsi que plusieurs [opérations de mises à l'abri des migrants](#), intervenues toutefois "tardivement". Selon Amnesty, de nombreux migrants continuent de vivre dans des conditions indignes dans ces villes sans aucune mesure de protection face au coronavirus.